

**Règlement grand-ducal du 4 février 1993 relatif aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires d'ovins et de caprins.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 29 juillet 1912 concernant la police sanitaire du bétail et l'amélioration des chevaux, des bêtes à cornes et des porcs;

Vu le règlement grand-ducal du 8 août 1985 concernant l'exécution de la loi modifiée du 29 juillet 1912 sur la police sanitaire du bétail tel qu'il a été modifié;

Vu la directive No 91/68/CEE du Conseil du 28 janvier 1991 relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires d'ovins et de caprins;

Vu la directive No 91/69/CEE du Conseil du 28 janvier 1991 modifiant la directive 72/462/CEE concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine, des viandes fraîches ou de produits à base de viande en provenance des pays tiers, afin d'y intégrer les animaux des espèces ovine et caprine;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'avis du Collège Vétérinaire;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le présent règlement définit les conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires des ovins et des caprins.

**Art. 2.** Aux fins du présent règlement, les définitions figurant à l'article 2 de la directive 64/432/CEE sont applicables. En outre, on entend par:

- 1) ovins ou caprins de boucherie: les animaux des espèces ovine ou caprine destinés à être menés à l'abattoir, soit directement, soit après passage dans un marché ou un centre de rassemblement agréé, pour y être abattus dans les conditions énoncées à l'article 6 de la directive 64/432/CEE;
- 2) ovins ou caprins de reproduction, d'élevage et d'engraissement: les animaux des espèces ovine ou caprine, autres que ceux mentionnés au point 1), destinés à être acheminés vers le lieu de destination, soit directement, soit après passage dans un marché ou un centre de rassemblement agréé;
- 3) exploitation: l'exploitation telle que définie à l'article 2 point 4) de la directive 90/425/CEE;
- 4) exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose: l'exploitation qui satisfait aux conditions énoncées à l'annexe A, chapitre 1, rubrique I du présent règlement;
- 5) exploitation ovine ou caprine indemne de brucellose: l'exploitation qui satisfait aux conditions énoncées à l'annexe A, chapitre 2 du présent règlement;
- 6) échanges: les échanges entre Etats membres, au sens de l'article 9 paragraphe 2 du traité;
- 7) maladies à déclaration obligatoire: les maladies énumérées à l'annexe B rubriques I et II et dont la suspicion ou l'apparition doivent être notifiées à l'autorité compétente;
- 8) autorité compétente: le Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des services vétérinaires;
- 9) vétérinaire officiel: le vétérinaire désigné par l'autorité centrale compétente d'un Etat membre; au Grand-Duché de Luxembourg: le vétérinaire inspecteur;
- 10) marché ou centre de rassemblement agréé: tout lieu, autre que l'exploitation, où l'on vend ou achète et où sont rassemblés, chargés ou embarqués des ovins ou des caprins, et qui est conforme à l'article 3 paragraphe 7 de la directive 64/432/CEE et à l'article 5 paragraphe 1 point b) i) de la directive 90/425/CEE pour ce qui concerne les marchés ou centres de rassemblement agréés;
- 11) région: une partie du territoire de la Communauté telle que définie à l'article 2 point o) de la directive 64/432/CEE.

**Art. 3. 1.** Les ovins et caprins de boucherie ne peuvent être destinés aux échanges que s'ils remplissent les conditions énoncées à l'article 4.

2. Les ovins et les caprins de reproduction, d'élevage et d'engraissement ne peuvent être destinés aux échanges que s'ils remplissent les conditions énoncées aux articles 4, 5 et 6.

Toutefois, l'autorité compétente peut accorder des dérogations générales ou limitées pour les mouvements d'ovins et de caprins de reproduction, d'élevage et d'engraissement destinés exclusivement au pacage, à titre temporaire, à proximité des frontières avec les pays limitrophes. La Commission est informée du contenu des dérogations octroyées.

**Art. 4. 1. Les ovins et caprins :**

- a) doivent être identifiés et enregistrés conformément aux exigences énoncées à l'article 3 paragraphe 1 point c) de la directive 90/425/CEE ;
- b) ne doivent présenter aucun signe clinique de maladie lors de l'inspection effectuée par un vétérinaire officiel, cette inspection devant avoir lieu au cours des 48 heures qui précèdent l'embarquement ou le chargement des ovins et des caprins ;
- c) ne doivent pas avoir été acquis dans une exploitation ou avoir été en contact avec des animaux d'une exploitation faisant l'objet d'une interdiction pour des motifs de police sanitaire, étant entendu que :
  - i) l'interdiction est liée à l'apparition d'une des maladies suivantes que les animaux sont susceptibles de contracter :
    - brucellose,
    - rage,
    - charbon bactérien ;
  - ii) après élimination du dernier animal atteint ou susceptible d'être atteint, la durée de l'interdiction doit être au moins égale à :
    - 42 jours dans le cas de la brucellose,
    - 30 jours dans le cas de la rage,
    - 15 jours dans le cas du charbon bactérien.

Les ovins et les caprins ne doivent pas provenir d'une exploitation ou avoir été en contact avec des animaux d'une exploitation située dans une zone de protection qui est établie et dont les sorties d'animaux sont interdites en application de l'article 3 paragraphe 2 point b) ii) de la directive 64/432/CEE ;

- d) ne doivent pas faire l'objet de mesures de police sanitaire établissant des mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse.

En outre, les dispositions de l'article 4 bis de la directive 64/432/CEE sont applicables.

**2. Sont exclus des échanges les ovins et caprins :**

- qui seraient à éliminer dans le cadre d'un programme national d'éradication contre les maladies non visées à l'annexe C de la directive 90/425/CEE ou à l'annexe B rubrique I du présent règlement ;
- qui ne peuvent être commercialisés pour des motifs sanitaires ou de police sanitaire.

**3. Les ovins et caprins doivent en outre :**

- soit être nés et avoir été élevés depuis leur naissance sur le territoire de la Communauté ;
- soit, s'ils ont été importés, provenir d'un pays tiers figurant sur la liste établie conformément à l'article 3 de la directive 72/462/CEE du Conseil, du 12 décembre 1972, concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine, porcine, ovine et caprine, de viandes fraîches ou de produits à base de viande en provenance des pays tiers, et :
  - i) soit satisfaire aux conditions de police sanitaire établies conformément à l'article 8 de la directive 72/462/CEE,
  - ii) soit, en l'absence de telles conditions, être soumis au respect des conditions énoncées à l'article 7 de la directive 90/425/CEE telle que modifiée par la directive 91/496/CEE.

**Art. 5.** Sans préjudice de garanties complémentaires, les ovins et caprins de reproduction, d'élevage et d'engraissement doivent, outre les conditions énoncées à l'article 4, satisfaire - pour être introduits dans une exploitation ovine et caprine officiellement indemne de brucellose ou indemne de brucellose - aux exigences de l'annexe A chapitre 1 point D ou chapitre 2 point D.

**Art. 6.** Sans préjudice de garanties complémentaires, les animaux d'élevage et de reproduction doivent en outre satisfaire aux exigences suivantes :

- a) ils doivent avoir été acquis dans une exploitation et n'avoir été en contact qu'avec des animaux d'une exploitation :
  - i) dans laquelle les maladies suivantes n'ont pas été cliniquement constatées :
    - au cours des six derniers mois, l'agalaxie contagieuse du mouton (*Mycoplasma agalactiae*) et l'agalaxie contagieuse de la chèvre (*Mycoplasma agalactiae*, *M. capricolum*, *M. mycoides* subsp *mycoides* «Large Colony»),
    - au cours des douze derniers mois, la paratuberculose ou la lymphadénite caséeuse,
    - au cours des trois dernières années, l'adénomatose pulmonaire, le Maedi Visna ou l'arthrite encéphalite virale caprine. Toutefois, ce délai est réduit à 12 mois si les animaux atteints de Maedi-Visna ou d'arthrite-encéphalite virale caprine ont été abattus et les animaux restants ont réagi négativement à 2 tests reconnus par les instances communautaires ; ou qui, sans préjudice du respect des exigences pour les autres maladies, fournit pour une ou plusieurs des maladies précitées, des garanties sanitaires qui sont équivalentes pour la ou lesdites maladies ;
  - ii) dans laquelle aucun fait permettant de conclure au non-respect des exigences du point i) n'a été porté à la connaissance du vétérinaire officiel chargé de délivrer le certificat sanitaire ;
  - iii) dont le propriétaire a déclaré n'avoir eu connaissance d'un tel fait et a, en outre, déclaré par écrit que l'animal ou les animaux destinés aux échanges répondent aux critères prévus au point i) ;

b) en outre, en ce qui concerne la tremblante (scrapie), les animaux doivent

i) provenir d'une exploitation satisfaisant aux exigences suivantes:

- l'exploitation doit être sous surveillance officielle, conformément à l'article 3 paragraphe 1 point b) de la directive 90/425/CEE,
- les animaux doivent être marqués,
- aucun cas de tremblante (scrapie) ne doit avoir été confirmé depuis au moins deux ans,
- un contrôle par sondage doit être effectué sur les brebis âgés, destinés à la réforme provenant de cette exploitation, dans la mesure où elle n'est pas située dans une région ou un Etat membre bénéficiant des conditions à arrêter conformément à l'article 8 de la directive 91/68/CEE,
- des femelles ne peuvent y être introduites que si elles proviennent d'une exploitation respectant les mêmes exigences;

ii) avoir été maintenus de façon permanente sur une exploitation ou des exploitations respectant les exigences prévues sous i) depuis leur naissance ou depuis les deux dernières années;

iii) lorsqu'ils sont destinés à un Etat membre qui bénéficie, pour tout ou partie de son territoire, des dispositions prévues aux articles 7 ou 8 de la directive 91 /68/CEE, satisfaire aux garanties mises en oeuvre en application de ces articles;

c) en ce qui concerne l'épidydimite contagieuse du bélier (*B. ovis*), les béliers de reproduction et d'élevage non castrés doivent:

- provenir d'une exploitation dans laquelle aucun cas d'épidydimite contagieuse du bélier (*B. ovis*) n'a été constaté au cours des douze derniers mois,
- avoir été maintenus en permanence sur cette exploitation pendant les 60 jours précédant l'expédition,
- avoir, au cours des 30 jours précédant l'expédition, été soumis avec un résultat négatif à un examen sérologique pratiqué conformément à l'annexe D ou répondre à des garanties sanitaires équivalentes à reconnaître par les instances communautaires;

d) mention du respect de ces exigences soit portée sur un certificat conforme au modèle III de l'annexe E.

**Art. 7.** Les ovins et caprins faisant l'objet d'échanges intracommunautaires doivent être accompagnés, au cours de leur transport vers le lieu de destination, d'un certificat conforme à l'annexe E (modèles I, II et III) signé par un vétérinaire officiel, qui devra être établi le jour de l'inspection prévue à l'article 4 paragraphe 1 point b) au moins dans une des langues française et allemande et dans une des langues du pays destinataire si ce pays n'est pas le Luxembourg et dont la durée de validité sera de 10 jours. Ce certificat doit comporter un seul feuillet.

**Art. 8.** Les règles prévues par la directive 90/425/CEE sont applicables, notamment en ce qui concerne les contrôles à l'origine, l'organisation et les suites à donner aux contrôles à effectuer et les mesures de sauvegarde à mettre en oeuvre.

**Art. 9.** Des experts vétérinaires de la Communauté peuvent, dans la mesure où cela est nécessaire à l'application uniforme de la directive 91 /68/CEE, effectuer, en collaboration avec les fonctionnaires de l'Administration des services vétérinaires, des contrôles sur place. Ces fonctionnaires apportent toute l'aide nécessaire aux experts dans l'accomplissement de leur mission.

**Art. 10.** Dans le cas où le Grand-Duché de Luxembourg a mis en oeuvre avec un ou plusieurs autres Etats membres un régime alternatif de contrôle offrant des garanties équivalentes à celles prévues à l'article 5 et à l'article 6 points a) et c) pour les mouvements des ovins et des caprins, il est dérogé, sur une base de réciprocité, à l'inspection prévue à l'article 4 paragraphe 1 point b) et à l'obligation du certificat prévu à l'article 7.

**Art. 11.** Les annexes du présent règlement en font partie intégrante et peuvent être modifiées par règlement ministériel.

**Art. 12.** Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, et d'une amende de deux mille cinq cent un à cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement. Les dispositions légales sur les circonstances atténuantes sont applicables à ces infractions.

**Art. 13.** Les articles 21 et 22 du règlement grand-ducal du 3 décembre 1986 fixant les conditions sanitaires spéciales d'importation, de transit et d'exportation des animaux et des produits d'animaux sont abrogés.

**Art. 14.** Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et Notre Ministre de la Justice sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et du Développement rural,  
**Marie-Josée Jacobs**  
Le Ministre de la Justice,  
**Marc Fischbach**

Château de Berg, le 4 février 1993.  
**Jean**

## ANNEXE A

Chapitre 1. — **Exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose (*B. melitensis*)***A. Octroi du statut*

Est considérée comme une exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose (*B. melitensis*):

- 1) une exploitation dans laquelle:
  - a) tous les animaux des espèces sensibles à la brucellose (*B. melitensis*) sont exempts de manifestations cliniques ou de toute autre manifestation de brucellose (*B. melitensis*) depuis douze mois au moins;
  - b) ne se trouvent pas d'animaux des espèces ovine ou caprine vaccinés contre la brucellose (*B. melitensis*), à moins qu'il ne s'agisse d'animaux ayant été vaccinés depuis deux ans au moins à l'aide du vaccin Rev. 1 ou de tout autre vaccin agréé par les instances communautaires;
  - c) deux tests avec des résultats négatifs ont été pratiqués à au moins six mois d'intervalle, conformément à l'annexe C, sur tous les ovins ou caprins de l'exploitation qui sont âgés de plus de six mois au moment du test; et
  - d) après achèvement des tests visés au point c), ne se trouvent plus que des ovins et des caprins qui sont nés sur l'exploitation ou qui proviennent d'une exploitation officiellement indemne de brucellose ou d'une exploitation indemne de brucellose, dans les conditions définies au point D, et dans laquelle, après sa qualification, les exigences prévues au point B restent remplies;
- 2) une exploitation située dans un Etat membre ou une région reconnue officiellement indemne de brucellose conformément aux dispositions de l'annexe A, chapitre I, point II. de la directive no 91/68/CEE.

*B. Maintien du statut*

1. Pour les exploitations ovine ou caprine officiellement indemnes de brucellose (*B. melitensis*) qui ne se situent pas sur une partie du territoire reconnue officiellement indemne de brucellose et dans lesquelles, après leur qualification, l'introduction d'animaux se fait conformément aux exigences du point D, une fraction représentative de la population ovine et caprine de chaque exploitation âgée de plus de six mois est contrôlée annuellement. Le statut de l'exploitation peut être maintenu si les résultats des tests sont négatifs.

Dans chaque exploitation, la fraction représentative d'animaux qui doivent être contrôlés est composée de:

- tous les animaux mâles non castrés âgés de plus de six mois,
  - tous les animaux introduits dans l'exploitation depuis le contrôle précédent,
  - 25 % des femelles en âge de reproduction (sexuellement matures) ou en lactation, sans que leur nombre puisse être inférieur à 50 par exploitation - sauf dans les exploitations où il y a moins de 50 de ces femelles, auquel cas toutes ces femelles doivent être contrôlées.
2. Pour une région qui n'est pas officiellement indemne mais où plus de 99% des exploitations ovine ou caprine sont déclarées officiellement indemnes de brucellose (*B. melitensis*), la périodicité du contrôle des exploitations ovine ou caprine officiellement indemnes de brucellose peut être portée à trois ans à condition que les exploitations qui ne sont pas officiellement indemnes soient placées sous contrôle officiel ou soient soumises à un programme d'éradication.

*C. Suspicion ou apparition de la brucellose*

1. Lorsque, dans une exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose:
  - a) il est constaté une suspicion de brucellose (*B. melitensis*) chez un ou plusieurs ovins ou caprins, la qualification de cette exploitation est retirée par l'autorité compétente. Toutefois, la qualification peut être provisoirement suspendue si l'animal ou les animaux sont immédiatement éliminés ou isolés, dans l'attente d'une confirmation ou d'une infirmation officielle de la brucellose (*B. melitensis*);
  - b) la brucellose (*B. melitensis*) est confirmée, la suspension provisoire n'est levée par l'autorité compétente que si tous les animaux infectés ou tous les animaux des espèces susceptibles d'être infectées sont abattus et si deux tests effectués, conformément à l'annexe C, à intervalle d'au moins trois mois, chez tous les animaux âgés de plus de six mois de l'exploitation, donnent un résultat négatif.
2. Si l'exploitation visée au paragraphe 1 se situe dans une région reconnue officiellement indemne de brucellose (*B. melitensis*), la Commission et les autres Etats membres en sont immédiatement informés.

L'autorité compétente fait:

- a) procéder à l'abattage de tous les animaux infectés et à l'abattage de tous les animaux des espèces susceptibles d'être infectées dans l'exploitation concernée. La Commission et les autres Etats membres sont informés de l'évolution de la situation;
- b) mener une enquête épidémiologique, les cheptels épidémiologiquement reliés au cheptel infecté devant être soumis aux tests prévus au point 1 b).

**D. Introduction des animaux dans une exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose  
(*B. melitensis*)**

Ne peuvent être introduits dans une exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose que des ovins ou des caprins qui répondent aux conditions suivantes :

- 1) soit provenir d'une exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose;
- 2) soit :
  - provenir d'une exploitation indemne de brucellose,
  - être identifiés individuellement conformément à l'article 4 paragraphe 1 point a) du présent règlement,
  - n'avoir jamais été vaccinés contre la brucellose ou, s'ils ont été vaccinés, l'avoir été depuis plus de deux ans. Des femelles âgées de plus de deux ans et ayant été vaccinées avant l'âge de sept mois peuvent également être introduites, et
  - avoir été isolés dans l'exploitation d'origine sous contrôle officiel et, durant cette période, avoir subi deux tests avec des résultats négatifs à au moins six semaines d'intervalle, conformément à l'annexe C.

**Chapitre 2. — Exploitation ovine ou caprine indemne de brucellose (*B. melitensis*)**

**A. Octroi du statut**

Est considérée comme une exploitation ovine ou caprine indemne de brucellose (*B. melitensis*), une exploitation :

- 1) dans laquelle :
  - a) tous les animaux des espèces sensibles à la brucellose (*B. melitensis*) sont exempts de manifestations cliniques ou de toute autre manifestation de brucellose depuis douze mois au moins;
  - b) tous les animaux des espèces ovine ou caprine, ou une partie d'entre eux, ont été vaccinés à l'aide du vaccin Rev. 1 ou de tout autre vaccin agréé par les instances communautaires. Les animaux vaccinés doivent l'avoir été avant l'âge de sept mois;
  - c) deux tests avec des résultats négatifs ont été pratiqués à au moins six mois d'intervalle, conformément à l'annexe C, sur tous les ovins ou caprins vaccinés de l'exploitation qui sont âgés de plus de dix-huit mois au moment du test;
  - d) deux tests avec des résultats négatifs ont été pratiqués à au moins six mois d'intervalle, conformément à l'annexe C, sur tous les ovins ou caprins non vaccinés de l'exploitation qui sont âgés de plus de six mois au moment du test; et
  - e) après achèvement des tests visés aux points c) ou d), ne se trouvent plus que des ovins et des caprins qui sont nés sur l'exploitation ou qui proviennent d'une exploitation indemne de brucellose dans les conditions prévues au point D) et
- 2) dans laquelle, après sa qualification, les exigences prévues au point B restent remplies.

**B. Maintien du statut**

Un test annuel est effectué sur une fraction représentative de la population ovine et caprine de chaque exploitation. Le statut de l'exploitation ne peut être maintenu que si les résultats des tests sont négatifs.

Dans chaque exploitation, la fraction représentative d'animaux qui doivent être contrôlés est composée de :

- tous les animaux mâles non castrés et non vaccinés âgés de plus de six mois,
- tous les animaux mâles non castrés et vaccinés âgés de plus de dix-huit mois,
- tous les animaux introduits dans l'exploitation depuis le contrôle précédent,
- 25 % des femelles en âge de reproduction (sexuellement matures) ou en lactation, sans que leur nombre puisse être inférieur à 50 par exploitation - sauf dans les exploitations où il y a moins de 50 de ces femelles, auquel cas toutes ces femelles doivent être contrôlées.

**C. Suspicion ou apparition de la brucellose**

1. Si, dans une exploitation ovine ou caprine indemne de brucellose, il est constaté une suspicion de brucellose (*B. melitensis*) chez un ou plusieurs ovins ou caprins, la qualification de cette exploitation est suspendue, l'animal ou les animaux suspectés sont immédiatement éliminés ou isolés, dans l'attente d'une confirmation ou d'une infirmation officielle de la brucellose (*B. melitensis*).
2. Dans le cas où la brucellose (*B. melitensis*) est confirmée, la suspension provisoire ne sera levée que si tous les animaux infectés ou tous les animaux des espèces susceptibles d'être infectées ont été abattus et que si deux tests effectués, conformément à l'annexe C, à intervalle d'au moins trois mois,
  - chez tous les animaux âgés de plus de dix-huit mois s'ils ont été vaccinés,
  - chez tous les animaux âgés de plus de six mois s'ils n'ont pas été vaccinés, ont donné un résultat négatif.

**D. Introduction des animaux dans une exploitation ovine ou caprine indemne de brucellose (*B. melitensis*)**

Ne peuvent être introduits dans une exploitation ovine ou caprine indemne de brucellose que :

- 1) soit des ovins ou des caprins provenant d'une exploitation ovine ou caprine officiellement indemne ou indemne de brucellose (*B. melitensis*);
- 2) soit, jusqu'à la date prévue pour la qualification des exploitations dans le cadre des plans d'éradication approuvés conformément à la décision 90/242/CEE, des ovins ou des caprins provenant d'une exploitation autre que celle visée au point 1) et répondant aux conditions suivantes :
  - a) être identifiés individuellement conformément à l'article 4 paragraphe 1 point a) du présent règlement;
  - b) être originaires d'une exploitation dans laquelle tous les animaux des espèces sensibles à la brucellose (*B. melitensis*) sont exempts de manifestation clinique ou de toute autre manifestation de brucellose depuis douze mois au moins;
  - c) i) - ne pas avoir été vaccinés au cours des deux dernières années,  
 - avoir été isolés dans l'exploitation d'origine sous contrôle vétérinaire et, durant cette période, avoir subi deux tests avec des résultats négatifs à au moins six semaines d'intervalle, conformément à l'annexe C, ou  
 ii) avoir été vaccinés, à l'aide du vaccin Rev. 1 ou de tout autre vaccin agréé par les instances communautaires, avant l'âge de sept mois mais au plus tard quinze jours avant leur introduction dans l'exploitation de destination.

**E. Changement de statut**

Une exploitation ovine ou caprine indemne de brucellose (*B. melitensis*) peut acquérir la qualification d'exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose (*B. melitensis*) après un délai minimum de deux ans si :

- a) il ne s'y trouve aucun animal vacciné contre la brucellose (*B. melitensis*) depuis au moins deux ans;
- b) les conditions prévues au point D.2) ont été respectées sans interruption pendant cette période;
- c) à l'issue de la deuxième année, les animaux de plus de six mois ont présenté un résultat négatif à l'occasion d'un test pratiqué conformément à l'annexe C.

**ANNEXE B**

**I**

- Fièvre aphteuse
- Brucellose (*B. melitensis*)
- Epididymite contagieuse du bélier (*B. ovis*)
- Charbon bactérien
- Rage

**II**

- Tremblante (scrapie)

**III**

- Agalaxie contagieuse
- Paratuberculose
- Lymphadénite caséuse
- Adénomatose pulmonaire
- Maedi Visna
- Arthrite encéphalite virale caprine.

**ANNEXE C**

**Epreuves pour la recherche de la brucellose (*B. melitensis*)**

Pour la qualification des exploitations, la recherche de la brucellose (*B. melitensis*) est effectuée au moyen du test Rose Bengale ou au moyen du test de fixation du complément décrits à l'annexe de la décision 90/242/CEE ou de toute autre méthode reconnue selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent. Le test de la fixation du complément est réservé aux tests à effectuer sur des animaux individuels.

Lorsqu'à l'occasion de cette recherche au moyen du test Rose Bengale plus de 5 % des animaux de l'exploitation présentent une réaction positive à cette recherche, un contrôle complémentaire est pratiqué sur chaque animal de l'exploitation au moyen d'un test de fixation du complément.

Pour le test de fixation du complément, le sérum contenant au moins 20 unités ICFT par ml doit être considéré comme positif.

Les antigènes utilisés doivent être agréés par le laboratoire national et doivent être standardisés par rapport au deuxième sérum standard international anti-brucella abortus.

## ANNEXE D

**Test officiel de recherche de l'épididymite contagieuse du bélier (B. ovis)***Test de fixation du complément*

L'antigène spécifique utilisé doit être agréé par le laboratoire national et doit être standardisé par rapport au sérum standard international anti-brucella ovis.

Le sérum de travail (de contrôle journalier) doit être étalonné par rapport au sérum standard international anti-brucella ovis préparé par le laboratoire vétérinaire central de Weybridge, Surrey, UK.

Le sérum contenant au moins 50 unités internationales par ml doit être considéré comme positif.

## ANNEXE E

**Modèle I***Certificat sanitaire <sup>(1)</sup>*

pour les échanges entre les Etats membres de la Communauté européenne ovins ou caprins de boucherie

Pays d'expédition: .....

Ministère compétent: .....

Service territorial compétent: .....

I. Nombre d'animaux: .....

II. Identification des animaux: .....

Nombre d'animaux	Ovins, caprins mâles, femelles	Race	Âge	Identification individuelle officielle (indiquer n° et emplacement)

III. Provenance

Les animaux:

- a) sont nés ou ont été élevés depuis leur naissance sur le territoire de la Communauté;  
ou
- b) ont été importés d'un pays tiers figurant sur la liste établie conformément à l'article 3 de la directive 72/462/CEE et répondent:
  - aux conditions de police sanitaire fixées conformément à l'article 8 de ladite directive<sup>(2)</sup>,
  - aux conditions de l'article 7 paragraphe 2 de la directive 90/425/CEE<sup>(2)</sup>.

IV. Destination des animaux

Les animaux seront expédiés:

de .....  
(lieu d'expédition)

à .....  
(lieu de destination)

par wagon, camion, avion, bateau<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(3)</sup>

Nom et adresse de l'expéditeur: .....

Nom et adresse du destinataire: .....

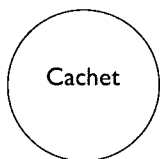
## V. Renseignements sanitaires

Je soussigné certifie que les animaux désignés ci-avant répondent aux conditions suivantes:

- a) ils ont été examinés à ce jour et ne présentent aucun signe clinique de maladie;
- b) ils ne sont pas à éliminer dans le cadre d'un programme d'éradication d'une maladie contagieuse;
- c) ils n'ont pas été acquis dans une exploitation et n'ont pas été en contact avec les animaux d'une exploitation faisant l'objet d'une interdiction pour des motifs de police sanitaire au titre de l'article 4 paragraphe 1 point c) de la directive 91/68/CEE;
- d) ils ne font pas l'objet de mesure de police sanitaire au titre de la directive 85/511/CEE et répondent aux conditions énoncées à l'article 4 paragraphe 1 point d) de la directive 91/68/CEE;
- e) ils ont été acquis:
  - dans une exploitation<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
  - sur un marché agréé<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
  - dans un pays tiers<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
- f) ils ont été transportés directement sans passer/en passant<sup>(2)</sup> par un centre de rassemblement<sup>(2)</sup>, par un lieu d'embarquement<sup>(2)</sup>, par une étable de négociant<sup>(2)</sup>, par un poste d'inspection frontalier agréé<sup>(2)</sup>:
  - de l'exploitation<sup>(2)</sup>, de l'exploitation au marché et du marché<sup>(2)</sup>,
  - au lieu précis d'embarquement à l'aide de moyens de transport et de contention préalablement nettoyés et désinfectés avec un désinfectant officiellement autorisé, et permettant d'assurer une protection efficace du statut sanitaire des animaux.

## VI. Le présent certificat est valable dix jours à compter de la date d'inspection.

Fait à ..... le .....  
(jour d'inspection)



.....  
(signature du vétérinaire officiel)

.....  
(nom en lettres capitales et qualification du signataire)

<sup>(1)</sup> Un certificat sanitaire ne peut être établi que pour le nombre d'animaux transportés dans un même wagon, camion, avion ou bateau, ayant le même destinataire.

<sup>(2)</sup> Biffer la mention inutile.

<sup>(3)</sup> Pour les wagons et les camions, indiquer le numéro d'immatriculation, pour les avions, le numéro du vol, et pour les bateaux, le nom.

<sup>(4)</sup> Le cas échéant, indiquer la désignation.

## Modèle II

Certificat sanitaire <sup>(1)</sup>

pour les échanges entre les Etats membres de la Communauté européenne d'ovins ou de caprins d'engraissement

Pays d'expédition: .....

Ministère compétent: .....

Service territorial compétent: .....

I. Nombre d'animaux: .....

II. Identification des animaux: .....

Nombre d'animaux	Ovins, caprins mâles, femelles	Race	Âge	Identification individuelle officielle (indiquer n° et emplacement)



## III. Provenance

Les animaux:

- a) sont nés ou ont été élevés depuis leur naissance sur le territoire de la Communauté;  
ou
- b) ont été importés d'un pays tiers figurant sur la liste établie conformément à l'article 3 de la directive 72/462/CEE et répondent:
  - aux conditions de police sanitaire fixées conformément à l'article 8 de ladite directive<sup>(2)</sup>,
  - aux conditions de l'article 7 paragraphe 2 de la directive 90/425/CEE<sup>(2)</sup>.

## IV. Destination des animaux

Les animaux seront expédiés:

de .....  
(lieu d'expédition)à .....  
(lieu de destination)par wagon, camion, avion, bateau<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(3)</sup>

Nom et adresse de l'expéditeur: .....

.....

Nom et adresse du destinataire: .....

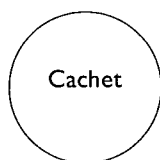
.....

## V. Renseignements sanitaires

Je soussigné certifie que les animaux désignés ci-avant répondent aux conditions suivantes:

- a) ils ont été examinés à ce jour et ne présentent aucun signe clinique de maladie;
- b) ils ne sont pas à éliminer dans le cadre d'un programme d'éradication d'une maladie contagieuse;
- c) ils n'ont pas été acquis dans une exploitation et n'ont pas été en contact avec les animaux d'une exploitation faisant l'objet d'une interdiction pour des motifs de police sanitaire au titre de l'article 4 paragraphe 1 point c) de la directive 91/68/CEE;
- d) ils ne font pas l'objet de mesure de police sanitaire au titre de la directive 85/511/CEE et répondent aux conditions énoncées à l'article 4 paragraphe 1 point d) de la directive 91/68/CEE;
- e) ils sont admissibles dans une exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose, indemne de brucellose<sup>(2)</sup> conformément à l'annexe A chapitres 1 ou 2 point D de la directive 91/68/CEE;
- f) ils ont été acquis:
  - dans une exploitation<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
  - sur un marché agréé<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
  - dans un pays tiers<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
- g) ils ont été transportés directement sans passer/en passant<sup>(2)</sup> par un centre de rassemblement<sup>(2)</sup>, par un lieu d'embarquement<sup>(2)</sup>, par une étable de négociant<sup>(2)</sup>, par un poste d'inspection frontalier agréé<sup>(2)</sup>:
  - de l'exploitation<sup>(2)</sup>, de l'exploitation au marché et du marché<sup>(2)</sup>,
  - au lieu précis d'embarquement à l'aide de moyens de transport et de contention préalablement nettoyés et désinfectés avec un désinfectant officiellement autorisé, et permettant d'assurer une protection efficace du statut sanitaire des animaux.

## VI. Le présent certificat est valable dix jours à compter de la date d'inspection.

Fait à ..... le .....  
(jour d'inspection).....  
(signature du vétérinaire officiel).....  
(nom en lettres capitales et qualification du signataire)

<sup>(1)</sup> Un certificat sanitaire ne peut être établi que pour le nombre d'animaux transportés dans un même wagon, camion, avion ou bateau, ayant le même destinataire.

<sup>(2)</sup> Biffer la mention inutile.

<sup>(3)</sup> Pour les wagons et les camions, indiquer le numéro d'immatriculation, pour les avions, le numéro du vol, et pour les bateaux, le nom.

<sup>(4)</sup> Le cas échéant, indiquer la désignation.

**Modèle III***Certificat sanitaire* <sup>(1)</sup>

pour les échanges entre les Etats membres de la Communauté européenne d'ovins ou de caprins de reproduction ou d'élevage

Pays d'expédition: .....

Ministère compétent: .....

Service territorial compétent: .....

I. Nombre d'animaux: .....

II. Identification des animaux: .....

Nombre d'animaux	Ovins, caprins mâles, femelles	Race	Âge	Identification individuelle officielle (indiquer n° et emplacement)

III. Provenance

Les animaux:

- a) sont nés ou ont été élevés depuis leur naissance sur le territoire de la Communauté;  
ou
- b) ont été importés d'un pays tiers figurant sur la liste établie conformément à l'article 3 de la directive 72/462/CEE et répondent:
  - aux conditions de police sanitaire fixées conformément à l'article 8 de la directive 72/462/CEE<sup>(2)</sup>,
  - aux conditions de l'article 7 paragraphe 2 de la directive 90/425/CEE<sup>(2)</sup>.

IV. Destination des animaux

Les animaux seront expédiés:

de .....  
(lieu d'expédition)

à .....  
(lieu de destination)

par wagon, camion, avion, bateau<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(3)</sup>

Nom et adresse de l'expéditeur: .....

Nom et adresse du destinataire: .....

V. Renseignements sanitaires

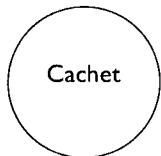
Je soussigné certifie que les animaux désignés ci-avant répondent aux conditions suivantes:

- a) ils ont été examinés à ce jour et ne présentent aucun signe clinique de maladie;
- b) ils ne sont pas à éliminer dans le cadre d'un programme d'éradication d'une maladie contagieuse;
- c) ils n'ont pas été acquis dans une exploitation et n'ont pas été en contact avec les animaux d'une exploitation faisant l'objet d'une interdiction pour des motifs de police sanitaire au titre de l'article 4 paragraphe 1 point c) de la directive 91/68/CEE;
- d) ils ne font pas l'objet de mesures de police sanitaire au titre de la directive 85/511/CEE et répondent aux conditions énoncées à l'article 4 paragraphe 1 point d) de la directive 91/68/CEE;
- e) ils satisfont aux exigences prévues par l'article 6 point b) en ce qui concerne la tremblante;
- f) ils sont admissibles dans une exploitation ovine ou caprine officiellement indemne de brucellose, indemne de brucellose <sup>(2)</sup> conformément à l'annexe A chapitre 1 ou 2 point D de la directive 91/68/CEE;
- g) s'il s'agit de béliers non castrés, ils répondent, ne répondent pas<sup>(2)</sup> aux exigences de l'article 6 point c) de la directive 91/68/CEE;

- h) à la connaissance du soussigné, et d'après la déclaration écrite donnée par le propriétaire, ils n'ont pas été acquis dans une exploitation ou en contact avec des animaux d'une exploitation dans laquelle les maladies mentionnées à l'article 6 point a) de la directive 91/68/CEE ont été constatées pendant les périodes définies à l'article susmentionné;
- i) ils ont été acquis:
- dans une exploitation<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
  - sur un marché agréé<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
  - dans un pays tiers<sup>(2)</sup>: ..... <sup>(4)</sup>
- j) ils ont été transportés directement sans passer/en passant<sup>(2)</sup> par un centre de rassemblement<sup>(2)</sup>, par un lieu d'embarquement<sup>(2)</sup>, par une étable de négociant<sup>(2)</sup>, par un poste d'inspection frontalier agréé<sup>(2)</sup>:
- de l'exploitation<sup>(2)</sup>, de l'exploitation au marché et du marché<sup>(2)</sup>,
  - au lieu précis d'embarquement à l'aide de moyens de transport et de contention préalablement nettoyés et désinfectés avec un désinfectant officiellement autorisé, et permettant d'assurer une protection efficace du statut sanitaire des animaux.

VI. Le présent certificat est valable dix jours à compter de la date d'inspection.

Fait à ..... le .....  
(jour d'inspection)



.....  
(signature du vétérinaire officiel)

.....  
(nom en lettres capitales et qualification du signataire)

<sup>(1)</sup> Un certificat sanitaire ne peut être établi que pour le nombre d'animaux transportés dans un même wagon, camion, avion ou bateau, ayant le même destinataire.

<sup>(2)</sup> Biffer la mention inutile.

<sup>(3)</sup> Pour les wagons et les camions, indiquer le numéro d'immatriculation, pour les avions, le numéro du vol, et pour les bateaux, le nom.

<sup>(4)</sup> Le cas échéant, indiquer la désignation.